



Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 41, Numéro 4 > Mai 2014 > www.droitdeparole.org

Le transport en commun gratuit pour mieux vivre

À la manifestation du 1^{er} mai, 250 personnes se sont rassemblées pour mettre un frein aux mesures d'austérité et pour dénoncer les gouvernements successifs qui veulent faire payer les classes les plus pauvres. Les syndicats et les groupes populaires se sont réunis à l'invitation

de la Coalition pour la justice sociale sous le slogan « imposons un vrai partage de la richesse ! » Le collectif Subvercity participait à la marche avec sa bannière pour la gratuité du transport en commun. Cette revendication s'inscrit dans le mouvement pour la justice sociale. p.3



La fanfare Tintanar, lors de la manifestation du 1^{er} mai à Québec.

PHOTO RÉAL MICHAUD

Art et résistance

La Manif d'art de Québec est plus intéressante que jamais avec son thème de la résistance. Jusqu'au 7 juin, 120 artistes proposent leurs productions dans différents lieux, à l'Espace 400^e, dans les centres d'artistes, dans les espaces publics; de Québec à Lévis, en passant par Wendake. Retour sur quelques œuvres à voir absolument.

Par Nathalie Côté

Le 1^{er} mai dernier, marchant vers la place d'Youville pour rejoindre le rassemblement de la manifestation pour la *Journée internationale des travailleuses* et des travailleurs, on entendait le bruit d'une manifestation monstre sur la côte d'Abraham. Pourtant, il n'y avait presque personne. C'était une bande sonore diffusée du toit de Méduse, signée Mathieu Beauséjour. Il fallait être là au bon moment pour faire cette expérience éphémère. Même si c'est du côté de l'action réelle que se trouve le plus souvent la résistance, on ne boudera certainement pas l'art qui y fait écho ou s'en revendique.

Ainsi, la résistance n'est pas seulement un thème accrocheur pour cette 7^e édition de la biennale d'art actuel de Québec. On le constate avec la présentation de trois films sur le mouvement des Indignés, réalisés par l'Autrichien Oliver Ressler, présentés à l'Espace 400^e. Trois films sous-titrés en français présentent des activistes de Madrid, d'Athènes et de New York discutant entre eux, assis dans des parcs. Ils parlent de leur expérience de démocratie directe, de résistance citoyenne, de révolution.

Syntagma

Il est particulièrement stimulant d'entendre les militants grecs ayant occupé la place Syntagma, intellectuels de gauche, travailleurs pour les droits des chômeurs, représentantes d'assemblées populaires de quartiers d'Athènes; ils discutent de changements sociaux et de stratégies. Ce sont des travailleurs du communautaire politisés, un peu comme on en retrouve ici. Ces documentaires permettent de se reconnecter avec les aspirations des Indignés et de constater qu'elles sont toujours d'actualité. Et on se dit, contrairement à ce que répètent le nouveau premier ministre du Québec et ses acolytes qui veulent imposer un régime d'austérité au peuple: «ce n'est pas



Une oeuvre en néon de Claire Fontaine à l'Espace 400^e dans le cadre de la Manif d'art.

PHOTO RENAUD PHILIPPE

le déficit de l'État qui est structurel, mais c'est peut-être la crise qui l'est...»

Il faut compter plus d'une heure pour visionner ces trois films, dans le confort de canapés à notre disposition. C'est une des œuvres les plus politiques de l'évènement. Elle permet d'apprécier d'autant plus le travail de Martin Bureau, Robert Drouillard, Dominique Blain, Richard Martel, Rebecca Belmore et de plusieurs artistes étrangers. L'ensemble est assez cosmopolite et c'est ce qu'on attend d'une biennale d'art actuel. Le néon de l'artiste française Claire Fontaine, *capitalism kills love*, se joue des slogans politiques et publicitaires. Il questionne l'extension de la marchandisation jusque dans les rapports humains. Chaque œuvre interpelle différemment. La commissaire Vicky Chainey Gagnon a réussi son pari de réunir des artistes qui «proposent des alternatives aux récits sociaux, politiques et historiques dominants.»

Il faudra aussi voir l'installation vidéo de Mark Boulou *No Permanent Address*. Il a suivi pendant 2 mois des guérilleros communistes dans la jungle Philippines; ils li-

vent leurs réflexions sur «le féminisme, l'amour et le militantisme». Autre œuvre de la manif d'art qui témoigne d'un mouvement de résistance récent, l'installation *Fractures*, du Groupe d'action en cinéma Épopée, collectif de créateurs anonymes, présente les films *Insurgence*, sur la mobilisation étudiante et sociale de 2012, et *Rupture* des entrevues avec des étudiants blessés et criminalisés. Présentés au studio d'Essai de Méduse, les films gardent toujours vivant le mouvement étudiant. Ce sont des images différentes de celles que l'on a pu voir dans

les médias, le ton et le contexte, en font une expérience à part.

En côtoyant les œuvres rassemblées pour cette manif d'art, on constate que c'est lorsqu'elles témoignent de la résistance citoyenne qu'elles sont le plus convaincantes. D'avantage, ces œuvres donnent le goût de profiter pleinement de ce rare moment de rencontre entre art et politique.

Manif d'art de Québec. *Résistance - et puis nous avons construit de nouvelles formes*. Jusqu'au 7 juin. Exposition centrale à l'Espace 400^e, 15\$. Les expositions périphériques dans les centres d'artistes sont gratuites.



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067



La une de Droit de parole de mai 1989, mettait en valeur le travail des gens du réseau populaire. On reconnaît Réjeanne Cyr, travailleuse à l'ACEF, situé au 570, du Roi.

Le financement et la reconnaissance du travail des groupes communautaires sont encore aujourd'hui un enjeu. Alors que l'ex-première ministre Pauline Marois avait annoncé le 30 octobre dernier une augmentation du financement des organismes communautaires de 162 millions \$, à la suite des élections du parti Libéral, les groupes sont inquiets. On en saura plus au dépôt du budget Leitaou au début juin.

N.C.

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez Droit de parole
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les Amis de la Terre de Québec, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin
Coordination: Nathalie Côté
Collaboration spéciale: Michaël Lachance, Dominique Bernier, François G. Couillard,

Renaud Pilote, Aurélie Plaisance
Photos: Marc Boutin, Pierre Mouterde, Renaud Philippe, Samuel Saint-Denis Lisée, Serge Roy, Michaël Lachance, Alexandre Demard, Réal Michaud
Illustrations: Malcolm Reid, Marc Boutin
Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest

Webmestre: La collective Nalyn, François Couillard
Imprimeur: Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.

Tirage
certifié
AMECQ

La gratuité du transport en commun, un choix politique

À Québec, une campagne pour la gratuité du transport en commun vient d'être lancée. À peine la campagne entamée, le collectif Subvercité recevait une mise en demeure du RTC. Malgré cela, la campagne se poursuit.

Par **Lynda Forgues**

Pour *#RTCGratuit*, quand on parle du transport en commun, ce n'est pas de petite misère qu'il s'agit, contrairement aux dires de notre bon maire, ce peut et ce doit être efficace, et surtout, ce n'est pas un privilège, c'est un droit. Le droit à la mobilité, qui assure plus de liberté. Voilà qui est original : « Toutes les personnes doivent pouvoir se déplacer dans la ville selon leurs besoins, entre autres pour avoir accès au travail et aux services, peu importe leurs moyens. » Notre belle Ville de Québec, gérée par un Labeaume de banlieue, comme un garage de banlieue, se développe autour de l'automobile,

alors que ses promesses, lors de son élection en 2008, tournaient autour de la densification; la densification urbaine se veut le contraire du tout-à-l'auto. De nos jours, la dépendance accrue à la voiture rend la mobilité de plus en plus coûteuse, et face à cela, toutes les personnes ne sont pas égales en droits.

Mise en demeure

Un tract était disponible sur le site de *#RTCGratuit* depuis quelques semaines, mais il a dû être retiré. L'aspect du site et celui de la page Facebook ont aussi changé après réception d'une mise en demeure du Réseau de transport de la capitale (RTC), à la fin d'avril, concernant

les « visuels et couleurs » utilisés pour la campagne. Notamment le logo « G » entouré d'un cercle (voir la photo à la une) a dû être retiré, entre autres choses, sous prétexte qu'il portait à confusion.

On peut se demander si le RTC a aussi pris la peine d'envoyer une mise en demeure à des chroniqueurs de radios populistes qui, eux, s'en sont vraiment pris au transport en commun et à ses employés, publiquement et à répétition, dans le but de leur faire du tort. Est-ce que le RTC réserve ses outils juridiques seulement pour faire pression sur des collectifs citoyens qui ont à cœur le développement du transport en commun dans la capitale?

La campagne continue

Ce collectif rappelle au RTC sa mission première : « permettre aux citoyens de mieux vivre la ville par un transport collectif de qualité, au meilleur coût pour la collectivité ». Quelle serait la meilleure façon d'y parvenir? Abolir toute tarification, choisir la gratuité du transport en commun. Comment y arriver? Vous êtes invitées à un atelier-débat, la parole vous est donnée. Pour la gratuité des transports en commun, dans une perspective de justice sociale, de réappropriation de la ville et de réduction de la pollution.

À 19h, le 14 mai, à la Page noire, (en haut de L'AgitéE), 251 Dorchester, ouvert à tout le monde.



Les autoroutes sont gratuites, pourquoi pas les autobus?

Pourquoi la gratuité?

Voici l'argumentaire de la campagne pour la gratuité du transport en commun qu'on peut aussi retrouver sur *rtcgratuit.ca*. Le collectif invite les personnes intéressées à se joindre au mouvement. La gratuité du transport en commun a plusieurs effets et avantages sociaux, écologiques et urbains. Notamment :

1. Pour améliorer nos milieux de vie.

La gratuité du transport en commun rendrait la ville plus agréable à vivre car elle diminuerait le trafic automobile, la congestion routière, et donc la pollution atmosphérique. C'est une façon de lutter contre l'hégémonie de l'industrie automobile. Nous sommes contre l'usage individuel de la voiture quand il est fait aux dépens de nos milieux de vie et de la sécurité de nos quartiers. Réduire la place de la voiture dans la ville permettrait aussi de libérer des espaces pour du verdissement et de faire plus de place au transport actif.

2. Car la mobilité est un droit!

La gratuité du transport en commun est une mesure d'équité et de justice

sociale. Plusieurs droits découlent de la mobilité, tel que le droit au logement, le droit à l'éducation, le droit à la santé et l'accès à l'emploi. Les transports en commun profitent surtout aux sans-emploi, aux gens à statut précaire et à bas salaire, aux étudiant-e-s et aux personnes à la retraite. Toute tarification constitue un frein à l'utilisation du service public. La gratuité est une mesure d'égalité et d'universalité qui s'applique à tous et toutes.

3. Pour un développement réellement durable

Il faut lutter contre l'étalement urbain et la dépendance au pétrole pour préserver nos terres agricoles et rendre nos villes plus humaines et écologiques.

En adoptant le transport en commun gratuit, la Ville de Québec lancerait un message clair sur ses intentions futures de développement axé sur les transports actifs et collectifs, et non plus exclusivement sur la voiture. Il est aussi à noter que le transport en commun gratuit stimulerait l'économie locale en augmentant les possibilités de mobilité tant pour les résident-e-s que pour les touristes.

Comment réaliser la gratuité?

La gratuité du transport en commun est déjà pratiquée dans une vingtaine d'autres villes dans le monde.

Pour être efficace, la gratuité du transport en commun doit s'accompagner d'une décroissance énergétique, entre autre en passant du pétrole à des éner-

gies alternatives, d'une amélioration de la desserte et d'un développement du service pour réduire notamment les temps de déplacement.

La tarification du transport en commun à Québec devrait rapporter 69.4M\$ en 2014 et représente le tiers du budget d'opération du RTC. On peut en déduire que la gratuité du transport en commun générerait un manque à gagner d'au moins 70M\$ par année, actuellement payé par les usagers et usagères. À défaut d'un engagement suffisant de la province, ce manque à gagner pourrait être compensé en mettant les autres acteurs qui en profitent à contribution, par exemple en utilisant la taxe sur l'essence, une surtaxe d'affaire ou une taxe de vente.

Avril Les mauvais coups du mois

Par Marc Boutin

Du « pas si nouveau que ça » à l’Îlot Irving

Présentation par GM Développement, le 8 avril dernier au Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste, d’un nouveau projet pour l’Îlot Irving. Moins « hors norme » que l’ancien qui avait neuf étages, le nouveau projet se rapproche du zonage permis avec cinq étages en façade, rue Saint-Jean, et six du côté de la rue Richelieu.

Difficile de s’opposer aux quelques dérogations qui découlent de ce nouveau projet, mais il reste, dans la forme proposée, beaucoup trop dense. Le problème, c’est que le zonage de ce terrain est laxiste, qu’il valide la spéculation plutôt que de prendre en compte les besoins du milieu.

Le zonage dans le Faubourg St-Jean devrait s’en tenir partout à un maximum de 4 étages avec, pour chaque lot, une cour arrière. C’est que la Ville ne joue pas son rôle quant à la spéculation : elle ne tient pas compte des citoyens pour déterminer les limites du développement; seule compte la capacité financière de promoteurs qui se moquent bien des règlements. Le résultat, c’est que la spéculation et le laissez-faire jouent le rôle de régulateur que devrait jouer le service d’urbanisme de la Ville. Ce service accorde avec parcimonie des permis aux petits propriétaires et ouvre les vanes aux spéculateurs.

Ce nouveau projet n’a pas sa place dans un quartier déjà très dense. Si la Ville de Québec avait, sur l’ensemble de son territoire, la même densité que le faubourg Saint-Jean, la population de la ville atteindrait huit millions d’habitants. Alors, s’il-vous-plait M. Labeaume, sacrez-nous patience avec vos « Europa, GM Développement et autres bébelles surdimensionnées » et allez densifier ailleurs. Ce dont le Faubourg a besoin, ce sont de petites places publiques et des espaces de verdure pour jouer, comme le parc Scott, ou pour se rencontrer, comme au parc Berthelot, et, en terme d’habitation, du locatif et du logement social. Voilà les éléments que la Ville et son service d’urbanisme, si ces organismes prenaient en compte les besoins du quartier, auraient pu planifier, du moins sur une partie de l’Îlot Irving et ce, avant toute intervention d’un promoteur. D’ailleurs, « prendre en compte les besoins des quartiers », n’est-ce pas justement ce pourquoi les élus reçoivent salaire ?

Dépôt d’une pétition par le comité de sauvegarde du Centre Durocher

Le Comité de sauvegarde, avec à sa tête Madame Lise Beaupré, s’est présenté au Conseil de Ville du 22 avril pour déposer une pétition de plus de deux mille signatures de personnes opposées à la démolition de ce centre communautaire situé au cœur de Saint-Sauveur.

La délégation, arrivée sur place vers 16 h pour signer le registre des questions, a dû se taper deux bonnes heures de pètage de bretelles de la part du maire Labeaume avant de pouvoir s’adresser aux élus. Le maire a vanté pendant au moins une heure sa gestion du projet de l’amphithéâtre avant de faire la liste de tous les arbres que la Ville a planté à Québec en réponse à une critique de l’opposition, à savoir que la Ville n’avait pas souligné avec assez d’éclat « le jour de la terre ». « Y’en a qui parlent et qui se réunissent, nous on agit » a bravement lancé le Maire.

Les culottes du maire ne tenaient presque plus lorsque Madame Beaupré a enfin pu déposer sa pétition. En réaction, le maire a lancé : « La Ville n’a pas à se mêler des affaires du centre Durocher, c’est un organisme privé qui peut faire ce qu’il veut ». Madame Line Plamondon, qui suivait au micro, a rappelé au maire qu’il venait de passer plusieurs semaines à se mêler, au frais des contribuables, des affaires de l’hôtel le Concorde sur la Grande-Allée. Le Concorde est-il une entreprise privée ? Les affaires de la Grande-Allée ont-elles plus de poids pour vous que les affaires du quartier Saint-Sauveur ? « Je suis indignée monsieur le Maire » a-t-elle ajouté. Sur ce, plutôt que de répondre, le maire a réagi : Madame Plamondon pouvait rester indignée, lui allait continuer à s’occuper des questions importantes pour la Ville. Madame a alors pris la « sage » décision de ne plus remettre les pieds au Conseil de Ville.

Nous avons aussi appris que madame Geneviève Hamelin, aujourd’hui présidente d’assemblée du Conseil, et auparavant conseillère du quartier Saint-Sauveur, a travaillé le dossier du Centre Durocher de 2009 à 2013. Ce qui surprend, c’est que pendant ces cinq années de tractations, les citoyens du quartier n’ont appris qu’en juin 2013 que des activités du Centre Durocher allaient être déplacées vers le Centre Mgr Bouffard et, à l’élection de l’automne 2013, que le Centre Durocher était condamné par la Ville. Pour une question aussi importante, ne fallait-il pas alerter la population du quartier avant toute prise de décision ?

On repassera pour la transparence, le partage de l’information avec le public et la démocratie participative, des responsabilités qui font partie du mandat d’un élu municipal et pour lesquelles, justement, il reçoit salaire.

Ma pensée du mois : Méfiez-vous de la technologie. Les hommes et leurs appareils sont des vases communicants : plus vos téléphones deviennent intelligents, plus vous devenez caves.



Les arbres de parc Durocher se joignent au 2000 signataires d’une pétition déposée à l’hôtel de ville pour s’opposer à la démolition du centre communautaire.

PHOTO MARC BOUTIN

Rectificatifs

La 3^e avenue est en santé

À qui de droit,

Après lecture de l’article en page 4 de Droit de parole d’avril 2014, nous voulons corriger l’information selon laquelle la 3^e Avenue à Limoilou serait en stagnation.

Les données de notre étude de marché démontrent plutôt une artère commerciale dynamique avec un taux d’occupation commerciale de 100 % (aucun local disponible), une liste d’attente pour d’éventuels commerces, une augmentation majeure des revenus des résidents du quartier et une mixité commerciale répondant bien à la demande. Bonne journée,

Mathieu Montmartin, directeur général
SDC 3^e Avenue Limoilou

Le Com pop s’inquiète des problèmes de la rue Saint-Jean

Dans ce même article, j’ai cité *Québec Hebdo* qui disait que la rue Saint-Jean vivait, malgré les multiples fermetures de commerces, « une phase de renouveau commercial », un phénomène qui n’inquiétait aucun des intervenants du milieu : la Ville de Québec, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, ou la Société de développement du Faubourg.

Or, le Comité populaire s’inscrit en faux quant à cette affirmation de *Québec Hebdo* et j’aurais mieux fait, au nom de Droit de Parole, de m’enquérir auprès des principaux intéressés. Toutes mes excuses.

M.B.

Droit de parole

Adhésion ou abonnement

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L’ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$
DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL	
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Abonnement et adhésion individuels	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Créer un pont avec les groupes communautaires

Marie-Ève Duchesne, qui travaille depuis 10 ans auprès des groupes populaires de la basse-ville de Québec et notamment à Rose du Nord (Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec), a décidé de se présenter dans Taschereau comme candidate de Québec Solidaire aux dernières élections provinciales. Elle nous explique ici pourquoi.

Par Pierre Mouterde

Q- Marie Ève, tu sors d'une campagne électorale qui a été assez intense. Au-delà même du résultat non négligeable des 15% de suffrage que tu as obtenu, est-ce que cette expérience a été positive pour toi? Quelles leçons en tires-tu?



PHOTO PIERRE MOUTERDE

Françoise David et Marie-Ève Duchesne.

R- Pour moi, le bilan est positif dans le sens où, dans Taschereau, Québec Solidaire a pu faire augmenter son suffrage et plus s'ancrer dans le comté (de 11,5% en 2012 à 15% en 2014), et ce, malgré le défi d'un passage à une candidature beaucoup moins connue que pouvait l'être Serge Roy. Je me demandais quels impacts ce changement allait avoir sur le suffrage. Par exemple, je sais qu'il y a maintenant des pôles très forts d'électeurs de QS, pas seulement dans Saint-Jean-Baptiste, mais aussi dans Saint-Roch, dans mon quartier, là où je vis. J'ai l'impression que dans la Basse-ville on a fait des gains. Il faut dire aussi qu'il y a eu une super réponse des groupes communautaires. J'en ai rencontrés pendant la campagne plus d'une vingtaine. Et pour moi, le point principal c'était de les entendre. Je travaille dans le communautaire depuis une dizaine d'années et il y a encore ce côté frileux

vis-à-vis de la politique. Cet aspect, je le côtoie, je le comprends, mais j'avais envie de créer un pont à ce niveau. Déjà, nous avions cette orientation, mais là on a réussi à la faire aboutir. On vient de créer un lien, d'associer un parti au mouvement communautaire. Il y a dorénavant des alliances possibles. Mais pas pour y aller de manière invasive. Pas pour imposer ce qu'on veut. Pour y aller dans un mode d'ouverture. Pour recueillir leurs préoccupations. Et là ça marche, les groupes ont envie de parler de ce qu'ils vivent.

Q- Mais justement, qu'est-ce qui peut faciliter le rapprochement avec le mouvement communautaire; qu'est-ce qui le rend difficile?

En fait le mouvement communautaire n'est pas homogène, ni uniforme. Bien sûr, il y a le mouvement communautaire de la défense des droits, cet ensemble-là peut se reconnaître dans le programme de QS, mais ce n'est pas le seul. On travaille aussi avec des gens qui vivent dans la pauvreté, qui sont étranglés. Souvent on n'a pas l'opinion publique de notre bord, on est à contre-courant. Et puis c'est vrai, à cause du financement, la politique partisane est difficile parce que tu mets ton financement en jeu. Ça c'est une barrière. Plus d'ailleurs que l'allégeance au PQ, car avec les coupures à l'aide sociale, ces personnes se font très discrètes dans leur allégeance. Le vrai défi, c'est le reste du communautaire, celui qui se trouve au niveau du service et pour lequel la grande lutte, ça va être maintenant la question du financement. Car quand on parle de sous-financement du mouvement communautaire, le seul parti qui ne s'est pas engagé à pallier à ce problème, c'est le parti qui est arrivé aujourd'hui au pouvoir, le Parti Libéral.

À ce niveau pourtant, la force qu'on a, c'est qu'on n'a plus la maudite période de la lune de miel comme dans le cas du PQ. Cette fois-ci, les gens sont prêts. Et puis ils ont vu les annonces du



Marie-Ève à la manif *Je soutiens le communautaire* en octobre 2013.

PHOTO : SAMUEL SAINT-DENIS LISÉE

ministre des finances : les programmes sociaux vont être réévalués. Reste à savoir lesquels vont passer « dans le tourbillon », mais il y a déjà un mode alerte. La Coalition pour la Justice Sociale va peut-être permettre de redonner une force à tout cela. Au moins, on ne laisse plus la chance au coureur, comme on l'avait fait avec le PQ.

Q- Mais dans cette période difficile qui s'annonce, comment selon toi le mouvement populaire pourrait faire ce passage vers plus de politique?

R- Il y a beaucoup de craintes qui viennent du passé des groupes politiques. La crainte de la récupération est présente, mais moi je ne l'ai pas vécue. De mon côté, j'ai commencé par être membre d'Option citoyenne. C'était tout naturel : nos revendications de groupes communautaires sont politiques et il y avait un parti politique qui reprenait ça. C'est comme ça que j'ai eu envie de lui donner du « jus de bras ». Mais de manière générale, pour moi, la façon de changer la société c'est de mettre le plus de pions en place. Je ne pense pas qu'on doive nécessairement tous marcher ensemble, la main dans la main. Mais si tous les acteurs et actrices font bien leur travail, chacun de leur côté, on avance ensemble dans la même direction. En fait si les mouvements sociaux doivent aller vers QS, il faudrait surtout que QS aille vers les mouvements sociaux. Est-ce que nous de QS, on est présent quand c'est le temps? On peut bien sûr poser des questions aux mouvements sociaux, mais on peut aussi poser des questions à QS : comment s'implique-t-il avec les mouvements sociaux? Plus on s'impliquera dans les mouvements sociaux, plus on pourra faire rayonner nos idées. Et pas simplement dans le discours, pour faire de la propagande, mais dans les actes. On a 4 ans, 4 ans de politiques d'austérité, pour tisser ces liens-là.



Marie-Ève Duchesne lors d'une manifestation.

PHOTO SERGE ROY

Requiem pour le 570 rue du Roi

Par François G. Couillard

Le 570 rue du Roi est vendu. Fort endommagé, sa façade porte de multiples craquelures et sa rallonge arrière est dans un état encore pire. C'est tout un pan du patrimoine communautaire de Saint-Roch qui s'évanouie. C'est le requiem d'un lieu mythique, siège des luttes populaires de différentes époques.

Bâti en 1875, l'endroit héberge dès 1953 la première clinique de consultations prénatales à Québec. Dans les années 60, c'est le quartier général du Comité des citoyens de l'Aire 10, qui organise une résistance acharnée aux délires urbanistiques de la rénovation urbaine. S'y succéderont toute une série d'organismes communautaires très actifs dans la défense des droits. Jusqu'à hier, le 570 rue du Roi était le cœur battant de nombreuses initiatives populaires.

L'assistance maternelle de Québec

Tout commence avec la création de l'Assistance maternelle de Québec par des «dames patronnesses» de la bourgeoisie. Dans un esprit de charité, ces femmes offrent du soutien à la naissance aux mères de famille pauvres. Elles offrent aussi une aide matérielle, vêtements et nourriture.

À l'époque, Québec et Montréal détiennent les records nord-américains de mortalité infantile. Plus du tiers des enfants à Québec vivent moins d'un an dans les années 1900-1910. La fréquence des décès est environ deux fois plus élevée en Basse-Ville qu'en Haute-Ville. Dominé par l'industrie de la chaussure, Saint-Roch est alors un quartier insalubre, pollué, ravagé par les incendies, dont la population est décimée par les maladies. Les salaires sont insuffisants pour assurer les besoins de base. Les syndicats étant interdits, l'ambiance de travail est fortement teintée par le paternalisme autoritaire des patrons. Le seul secours disponible vient des organismes de bienfaisance.

L'Assistance maternelle de Québec avait ouvert à l'hôtel de ville en 1921, mais elle s'installera au 570 rue du Roi dès 1953. La clinique y sera en activité jusqu'en 1965, année où la Ville souhaite développer son propre réseau d'assistance à l'enfance et à la maternité.

Le Comité des citoyens de l'Aire 10

C'est en 1969 que le Comité des citoyens de l'Aire 10 (CCR-10) s'installe au 570 rue du Roi. Il s'agit du premier comité citoyen de Québec. Le groupe, fondé par le curé Lavoie et une clique de notables locaux, se radicalise au fur et à mesure qu'il se cogne le nez à l'administration municipale autoritaire et arrogante du maire Lamontagne. Ce dernier, main dans la main avec chaque palier de gouvernement, développe des projets de «modernisation» des quartiers centraux à coups de bulldozer.

Pour résumer, on élargit les routes et on démolit des logements populaires pour construire des tours à bureaux. La classe populaire est chassée du centre-ville en masse pour faire place aux spéculateurs et à ceux qui peuvent se payer les coûteux nouveaux habitats. Entre 1941 et 1961, la population de Saint-Roch est réduite de moitié. La saignée se poursuit entre 1961 et 1981: une autre moitié quitte le quartier. Une paroisse entière, Notre-Dame de



Le 570 du Roi, un autre centre communautaire qui disparaît.

PHOTO MARC BOUTIN

la Paix, sera démantelée pour faire place à l'autoroute Dufferin-Montmorency.

L'objectif du CCR-10 est de s'assurer que la rénovation urbaine se fasse dans l'intérêt de ceux et celles qui habitent le quartier. Le groupe est particulièrement actif dans le domaine du logement et il obtiendra quelques succès dans la revendication de HLM et de coops. Le CCR-10 est une épine dans le gros pied du pouvoir municipal.

Le CCR-10 offre aussi un paquet de services, dont un Centre médico-légal avec l'appui de la CSN, une Clinique juridique, un Comité des mères seules, un Centre de référence et d'information avec le CCCQSS, un regroupement des organismes contre le Bill 22, une Clinique populaire d'architecture.

Le 570 rue du Roi est la propriété de la Plume Rouge, l'ancêtre de Centraide. Un jour, la nouvelle organisation donne ultimatum au CCR-10 pour quitter les lieux, sous prétexte d'y bâtir une garderie. C'était mal évaluer l'attachement du mouvement populaire au 570 rue du Roi. Cinquante personnes occupent les locaux pendant plusieurs jours. L'opération porte fruit: ils obtiennent du financement du Service Familial de Québec pour un an. C'est ensuite le Secrétariat social du curé Lavoie qui achète l'immeuble, transformé en coop en 1976. Une plaque commémorative sera placée sur la façade dont on peut encore voir la marque aujourd'hui.

Le QG du communautaire

Le 570 rue du Roi deviendra le repaire de tout ce qui s'active dans le milieu communautaire de Saint-Roch. Son sous-sol sera notamment occupé par des groupes comme CKIA et Ciné-Vidéobec, qui produisait des films militants, le journal Droit de parole.

Jusqu'à aujourd'hui, les lieux hébergent encore pour quelque temps les organismes suivants. Le BAIL (Bureau d'Animation et Information Logement du Québec Métropolitain), fondé début 1970, pour défendre les locataires, L'ACEF, Association coopérative d'économie familiale de Québec, fondée en 1966 pour défendre des droits et des intérêts des consommateurs, Alter Justice, auparavant le Groupe de défense des droits des détenuEs de Québec)

offrant depuis 1977 du soutien aux personnes judiciarisées. Vous saisissez: le 570 du Roi a longtemps été un lieu emblématique du milieu communautaire.

L'immeuble a été mis en vente pour 229 000\$. La décrépitude du 570 du Roi est à l'image du reste du quartier. Cela ouvre la porte au pillage des barons immobiliers attirés par la perspective de profits à l'image du Nouvo St-Roch.

Le cas du 570 rue du Roi est similaire à celui du Centre culturel Chinois. D'une haute valeur historique, en décrépitude avancée et en vente au plus offrant. Lorsqu'on répertorie 10 sites patrimoniaux menacés de St-Roch, on oublie ces deux-là, qui ont, à mes yeux, plus de valeur que n'importe quelle église.



Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière

Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223

Ligne sans frais 1-877-823-2067

Jaurès meurt... le siècle commence



Au café du croissant, papier-coupé de Malcolm Reid, paru d'abord dans le journal *Abraham* en 1994.

Nous sommes à Paris le 31 juillet 1914... Jean Jaurès tombe sous les tirs d'un jeune assassin d'extrême-droite.

Par **Malcolm Reid**

En 1914, il y a cent ans, il y avait de grands empires coloniaux dans le monde. Le Britannique, le Français. L'Austro-hongrois, l'Allemand, le Russe. Le Turc, qu'on appelait aussi l'Ottoman. Je leur accorde des majuscules pour mettre l'accent sur leur puissance. Et disons-le, quand il y a tant de colonisateurs, il y a aussi beaucoup de colonisés.

La liste des empires n'est pas complète : l'Américain n'est pas encore vraiment là. Il gratte seulement à la porte, avec ses récents gains en Amérique latine, dont Porto-Rico.

Et les frictions de ces empires faisaient un monde où la guerre menaçait à tout instant.

À l'été de 1914, une grande guerre entre les Allemands et les Turcs d'un côté, et les Franco-britanniques de l'autre, s'en venait à grands pas.

En même temps, une autre structure prenait forme : le socialisme, une idée née chez les travailleurs de tous ces empires. L'idée montrait ses muscles. Des usines se construisaient partout, se remplissaient de travailleurs. Dans ce mouvement international, la guerre était la lutte *entre classes sociales*. C'était à l'intérieur de chaque pays, chaque classe ouvrière faisant pression sur chaque classe dirigeante... *Entre pays*, la fraternité des travailleurs s'esquissait, d'un pays à l'autre, et ouvrait un espoir de paix. (Il s'agit de travailleuses aussi. Mais le féminisme n'avait pas encore beaucoup coloré le mouvement.)

« *Le capitalisme génère la guerre* », disait Jean Jaurès, le grand chef du socialisme en France.

C'était un homme de la classe moyenne qui avait réussi à s'enraciner chez les travailleurs du verre et les mineurs de la

région de Toulouse, dans le sud du pays : Jaurès était ce qu'on appelle aujourd'hui un Occitan. Il appuyait les grèves de ces travailleurs et travailleuses, il parlait pour eux au parlement. Il avait 54 ans, il était donc un homme formé au 19^e siècle. Mais son action allait marquer le 20^e. Comment ?

Bientôt des soldats allemands tireraient sur des soldats français, et les Français riposteraient en tirant sur les Allemands. Sur d'autres fronts, ce serait des hommes de nationalités différentes tirant les uns sur les autres, des armées toujours essentiellement composées de travailleurs. Personne ne savait que cette guerre serait baptisée plus tard la *Première Guerre mondiale*. Mais on voyait les bombes, mines, baïonnettes, munitions, mitrailleuses, plus grosses et plus meurtrières que jamais, se mettre en place. Jaurès allait intervenir, c'est sûr.

Cet affrontement entre nations, il essaierait de le transformer. Il évoquerait plutôt l'affrontement entre travailleurs et patrons. L'homme avait 54 ans et sa voix tonnait jusqu'au fond de la salle.

Jaurès n'était pas un pacifiste pur. Il avait écrit un livre sur la bonne structure pour une armée dans une démocratie ; il était un fils de la Révolution française et de la Prise de la Bastille, une démocratie se défendant pas les armes. Son attitude était celle du chansonnier américain Woody Guthrie :

*A rich man's war
I could not fight
So I ran for the border
To keep out of sight.*

Jaurès n'était pas le seul à voir les choses comme ça. Il prônait un socialisme d'industries nationalisées, contrebalancées par une société civile active, pluraliste, et par un mouvement coopératif. Une demi-douzaine de thèmes de gauche étaient

présents dans sa philosophie politique. Il les maintenait en équilibre. Son point faible était sans doute le peu de liens de son mouvement avec le féminisme du temps. Il était laïciste, et aussi tolérant envers les religions. Il était anti-dictature, mobilisant les Français contre des manifestations d'extrême-droite dirigées par d'anciens généraux, qui essayaient de faire un coup d'état dans le pays. Il était antiraciste, anticolonialiste. Adepte de l'industrie et du génie technique, il restait amant de la nature. Il croyait surtout à la culture socialiste, et avait fondé le journal quotidien *l'Humanité* pour la bâtir. (Ce n'est que des années après sa mort que le journal est devenu communiste, en allégeance à Moscou).

Dans l'Internationale, les socialistes français étaient liés aux socialistes d'un peu tous les autres pays, et il faut retenir que c'était avant la Révolution russe ; la division de ce mouvement en factions socialiste et communiste n'avait pas encore eu lieu. Moscou était une capitale parmi d'autres, le Tsar solidement au pouvoir. Tous étaient dans le même mouvement, et beaucoup d'anarcho-sindicalistes en faisaient aussi partie. Deux ans plus tard, en pleine guerre, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ont saisi l'occasion du Premier Mai pour inciter les soldats allemands à jeter leurs armes, à désertre la guerre, à imposer la paix.

Il est clair qu'un vrai mouvement, suivant les incitations de Jaurès et Luxembourg, aurait eu à prévoir des cachettes pour protéger les déserteurs. Il aurait eu à imprimer et distribuer, sur des presses clandestines, des tracts justifiant leurs actes. Le mouvement aurait eu des grèves à organiser, à coordonner avec des pays « ennemis ». Grèves générales, non ? Assez vite, il aurait fallu sortir de la clandestinité, et confronter chaque État guerrier. En même temps, les sympathisants qui

étaient visibles, qui étaient au vu du public, auraient eu à plaider la cause. Jaurès comprenait les médias de masse. Il avait fondé *l'Humanité* en 1904, et ce journal aurait eu toute une tâche à accomplir !

Le vrai vingtième siècle commençait, et les antiguerre étaient face à quelque chose qu'on pourrait, peut-être pour la première fois de l'histoire, appeler *The War Machine*. Face à cette machine, ils essayaient d'improviser un *peace movement*. Un mouvement de citoyens réclamant la paix.

En juillet 1914, Jean Jaurès allait au plus urgent. Il y avait un climat de guerre, disait-il, l'Allemagne l'avait créé, mais la France aussi, car la France avait envahi le Maroc peu de temps avant.

La guerre s'en venait

Cette guerre, il l'arrêterait s'il pouvait.

Il est entré dans une frénésie de discours et de voyages, en ce mois de juillet. Paris, Bruxelles, Lyon, Dijon.

Ses discours avaient tous le même thème. « *Que tous les prolétaires, français, anglais, allemands, italiens, russes(...) nous demandons à ces milliers d'hommes de s'unir, pour que le battement de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.* »

Ces propos ont enragé un jeune homme d'extrême-droite, Raoul Villain. Ils offensaient son patriotisme, son désir de guerre contre les Allemands. Fin juillet, Jaurès était avec ses amis du journal *l'Humanité*, prenant une bière au Café du Croissant. Ils venaient de boucler leur édition du 1^{er} août 1914. Villain a tiré à travers une fenêtre, ouverte sur l'air de la nuit. Jaurès s'est écroulé au sol. Le lendemain, la Première Guerre mondiale a commencé. Jean Jaurès n'a pas vu cette guerre. Il n'a pas vu la Deuxième Guerre mondiale non plus, il n'a pas vu Hiroshima. Mais je pense qu'on peut dire qu'il a marqué le vingtième siècle.

Main basse sur l'agriculture

Par Dominique Bernier

L'année 2013 s'est terminée sur trois percées, que les tenants du néolibéralisme qualifieront sans doute d'« ouverture sans précédent du marché agricole », mais qui menacent dans les faits l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire.

Dans la novlangue de l'élite économique et financière, le terme ouverture est plutôt synonyme de verrouillage des possibles pour les paysans, au Sud comme au Nord. Voici un bref survol des récents dé-

veloppements. Après plus de quatre ans de négociations opaques, Stephen Harper a signé, le 18 octobre 2013, un accord de principe concernant l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne. Par ce traité, les partisans du libre-échange ont réussi à mettre le pied dans la porte du domaine agricole, jusque-là peu touché chez nous. Une brèche majeure qui affaiblira notre capacité à assurer notre souveraineté alimentaire.

L'impact se fera surtout sentir, dans un premier temps, chez les microfromageries québécoises qui devront tenter

de survivre malgré l'entrée au pays de 17 700 tonnes supplémentaires de fromages européens largement subventionnés. L'idée de verser des compensations aux producteurs touchés a été avancée par le fédéral, mais rien ne garantit qu'elles seront suffisantes.

Cette brèche qui menace l'agriculture paysanne et familiale, on tente de l'ouvrir depuis plusieurs années à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Réunie en Indonésie, le 7 décembre dernier, celle-ci a annoncé la signature du *Paquet de Bali*, le premier accord conclu depuis sa création en 1995. Ce traité, qui compor-

te un chapitre sur l'agriculture, ranime les tentatives d'ententes multilatérales sur cette question, tentatives avortées jusque-là grâce à la mobilisation populaire, principalement dans les pays pauvres et en voie de développement. À Bali, ceux-ci ont à nouveau exigé des mesures leur permettant de soutenir l'agriculture paysanne et de lutter contre la famine. Pressée par les États-Unis, l'Inde a toutefois accepté un compromis transitoire, appelé « clause de paix », ce qui a permis la conclusion de l'accord, jugée cruciale pour la crédibilité d'une organisation qui, depuis des années, rencontre de fortes résistances l'empêchant d'étendre son emprise.

Cette clause de paix permet le maintien de programmes nationaux axés sur la sécurité alimentaire, mais stipule que ceux-ci doivent porter sur les cultures traditionnelles des peuples. Elle concerne uniquement la constitution de stocks à prix fixés par l'État. Elle est tellement rigide que seule l'Inde pourra vraisemblablement s'en prévaloir. De plus, puisqu'elle ne s'applique qu'aux programmes d'aide alimentaire existants, les autres pays en développement se voient privés de la possibilité de développer de nouvelles mesures visant à assurer la sécurité alimentaire de leur population, sous peine de sanctions commerciales. La clause s'appliquera jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée à l'OMC concernant l'agriculture, soit d'ici quatre ans.

Peu après, le 9 décembre dernier, c'était au tour du gouvernement Harper de déposer un projet de loi omnibus sur l'agriculture (C-18) qui modifiera plusieurs lois régissant le secteur agroalimentaire et introduira un mécanisme qui permettra aux semenciers d'acquiescer un droit de propriété intellectuelle sur les nouvelles variétés végétales, droit réservé jusqu'à maintenant aux organismes génétiquement modifiés. Le gouvernement souhaite ainsi « moderniser » ses lois agricoles en les rapprochant de la Convention de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV 91), établie en 1991.

Patrimoine en péril

Cette convention repose sur un parti-pris favorable à l'agro-industrie fort contestable, parce que la mise en marché de « nouvelles » variétés repose sur un patrimoine de l'humanité constitué à travers la patiente sélection, sur des milliers d'années, d'espèces végétales par des générations d'agriculteurs.

Si le projet de loi C-18 est adopté, nos agriculteurs ne pourront plus échanger ou vendre les variétés végétales protégées, ni en tirer de nouvelles variétés. Bien qu'une exception vise à leur permettre de réutiliser les semences d'une année à l'autre sur leur propre exploitation, il ne s'agit désormais plus d'un droit mais d'un privilège qui pourra être retiré au gré du législateur.

Les multinationales de l'agro-industrie ne manqueront pas de se prévaloir de ce nouveau droit exclusif qui restreindra considérablement ce que les agriculteurs peuvent faire avec les semences. On peut dès lors s'attendre à une judiciarisation accrue de l'agriculture, ce qui forcera davantage d'agriculteurs à devoir défendre leurs droits en cour devant des multinationales fortunées et conseillées par les meilleurs avocats.

En plaçant l'agriculture sous la coupe du libre-échange tout en protégeant les intérêts des géants de l'agro-industrie, les gouvernements disent stimuler la croissance économique. Mais ils ne font que confier le contrôle de notre alimentation à une poignée de multinationales par ailleurs peu scrupuleuses.



**L'ÉTÉ, C'EST FAIT POUR JOUER.
ET POUR ÉCONOMISER.**

Améliorez l'efficacité énergétique de votre piscine en optant pour des produits qui réduisent votre consommation, comme une pompe efficace, une minuterie pour filtre ou une toile solaire.

* Découvrez combien vous pourriez économiser en visitant le www.hydroquebec.com/piscines.

JUSQU'À 435 \$*
D'ÉCONOMIES PAR ÉTÉ

 Hydro Québec

Les jeudis jam de Sherpa

L'inclusion sociale par la musique

Par Gilles Simard

À tous les jeudis soirs, depuis quelques mois, l'espace-galerie Sherpa¹, à Québec, est le théâtre d'un joyeux tohu-bohu musical avec au premier plan les guitares qui miaulent, les cymbales qui vibrent, les mains et les pieds qui battent la mesure et en retrait, les tambours et les djembés qui résonnent à contre-temps. Les notes de clavier s'envolent, les micros tressaillent, les voix s'entremêlent, les amplis grincent et voilà que ça commence à cracher fort pour le prochain riff. C'est le jam du jeudi soir dans toute sa splendeur !

Est-ce le fait d'avoir accès gratuitement aux rutilants instruments, de pouvoir fraterniser avec pareil à soi sans être jugé ou est-ce tout simplement le caractère universel et festif de la musique ? Toujours est-il qu'en plus d'être devenus des événements incontournables et très courus en Basse-ville, les jeudis jam de Sherpa s'avèrent de formidables portes d'entrée vers l'inclusion sociale pour des gens considérés jusque-là comme asociaux, multi poqués, voire irrécupérables. « Du monde, dira un intervenant, que l'on s'était habitué à voir mendier aux portes de l'Intermarché et qu'on aurait eu bien du mal à imaginer en musiciens habiles et inspirés. »

Un musicien, pas un schizophrène

Marc Boilard, médiateur culturel et principal initiateur du projet, se dit plus qu'enchanté du résultat. « Peu importe leur provenance sociale et leurs problèmes, les gens arrivent ici la colonne droite, assure-t-il. Ce qui les attire, c'est d'abord et avant tout la musique, le jam. Quand ils franchissent la porte, ce qu'ils voient, c'est quelqu'un qui joue de la *guit*, ou qui fait un solo de *drum*. Pas un TPL, un bipolaire ou un schizophrène. Et, la beauté de la chose, c'est qu'on ne sait pas qui est qui, c'est tout mêlé. Tout le monde trippe, tout le monde swingue. Les intervenant-es, le monde du bloc Sherpa, les gens du coin, les amis, les ami-es des ami-es. C'est ça la mixité sociale, de conclure l'homme. C'est ça le rétablissement par la citoyenneté. »

Développer des aptitudes et des intérêts

Ici, M. Boilard enchaîne en parlant du côté « social » auquel l'événement oblige les participant-es. « Le fait est, dit-il, que de jouer avec d'autres personnes que tu ne connais pas, ça oblige à développer des habiletés relationnelles. Ça provoque de vraies discussions de vie. Le gars joue trop fort ? Trop vite ? Pas assez ? Il doit s'ajuster. Et c'est pas toujours facile. Des fois, c'est le caractère et l'humeur qui en prennent pour leur rhume. Mais, on essaie d'intervenir le moins possible. Les gens sont assez

grands pour régler leurs problèmes. »

Et il s'empresse d'ajouter que certaines personnes ont progressé pour le mieux. Elles ont évolué vers autre chose de beaucoup plus complexe. « Des gens qui se contentaient au début de venir ici pour socialiser et jouer leur toune, voudraient maintenant participer à des ateliers de composition et d'écriture de musique. D'autres, qui participaient plus ou moins, au début, voudraient maintenant partir un *house band*. C'est vraiment encourageant de voir ça. »

De serveur à médiateur culturel

Monsieur Boilard, qui travaille aussi à temps partiel comme serveur à la Taverne Belley, devient intarissable quand on lui demande de parler de son job à Sherpa. « En fait, dit-il, je n'avais pas de formation spécifique dans ce domaine, alors, en plus d'une formation à Sherbrooke, j'ai dû apprendre un peu sur le tas. En gros, résume l'homme qui accomplit ce boulot depuis quelque deux ans, mon objectif c'est de ramener les gens dans leur zone de plaisir. Puis, si ça clique, on va aller vers quelque chose de plus complexe. On va aider la personne à se mettre en réseau et on va travailler d'avantage certains aspects de sa réinsertion sociale. Aussi, je dois solliciter des producteurs, trouver des entrées gratuites, tâter toutes sortes de possibilités pour bien faire le pont en-

tre les gens de Pech et le milieu. » Jusqu'à maintenant, Marc Boilard dit avoir accompagné plus de cent cinquante personnes, et ce, dans toutes sortes d'endroits aussi inusités que variés. Des endroits telles les différentes salles de spectacle de la Haute-ville, les musées, les cinémas, l'opéra, les lieux de plein-air, les Salons particuliers (Auto, Chasse et pêche, etc.), les manifestations sportives.

N'empêche, sa créature, son bébé, son préféré, ça demeure le jam du jeudi. D'ailleurs, il faut voir la lueur dans ses yeux quand on le lui rappelle.

« Ça, dit-il, c'est vraiment particulier. C'est parti d'une demande d'enregistrement au *studio l'Ampli*, puis, on s'est dit, pourquoi on ne se procurerait pas des instruments pour jouer chez-nous, à l'espace-galerie Sherpa ? Et depuis, rigole Marc Boilard, ça ne dérougit pas. Ça opère de tous bords, tous côtés. Et on espère bien que ça va rester comme ça encore longtemps. »

À entendre les nombreux commentaires enthousiastes, lors de notre passage en coulisses dans l'espace-galerie, il semble bien que ce sera le cas !

1- Sherpa: Outre ses fonctions résidentielles à caractère de mixité sociale, cet audacieux projet issu de l'organisme Pech (Programme d'encadrement clinique et d'hébergement), à Québec, offre des activités en lien avec le rétablissement pour des gens vivant des troubles de santé mentale.



Les jeudis jam de l'espace-galerie Sherpa, à Québec, sont devenus des incontournables. À droite, Marc Boilard, médiateur culturel et Pierre Frappier (guitare blanche) en pleine action.

PHOTO ALEXANDRE DESMARD

Le dernier des chapeliers

Par Michaël Lachance

L'anecdote est cocasse. Un ami montréalais vous rend visite, son prétexte est un rendez-vous avec un chapelier de Québec, Monsieur Ladouceur. Vous vous interrogez. Un chapelier dans ma ville? Autour d'un café, il vous montre son nouveau chapeau de cuir fait main. Étonné, vous lui demandez: mais où est-il ce chapelier? Vous comprenez alors que ce chapelier a pignon sur rue dans votre quartier, à trois encablures de votre maison. Il n'en faut pas plus pour que vous rougissiez. Un coup de téléphone, le rendez-vous est pris avec le dernier des chapeliers.

Monsieur Ladouceur est propriétaire de la boutique d'artisanat *Cuir Indiana*,

sise dans le quartier Saint-Sauveur. Vous entrez, un gros chien aboie, un ours naturalisé trône au-dessus du comptoir, de même qu'un loup gris empaillé qui guette vos pieds près d'un foyer quelconque. L'odeur du cuir tanné monte en volutes jusqu'à votre nez. Vous tournez le regard et dans cette grotte d'Ali Baba vous percevez pêle-mêle un totem, des mocassins, des chapeaux, des raquettes amérindiennes: bref, vous rencontrez votre hôte, un artisan, comme il s'en fait peu de nos jours.

Avant même de poser une première question à Monsieur Ladouceur, fort occupé par ce printemps tardif, où le chapeau de cuir est de rigueur, ne serait-ce que pour contrer ces journées de pluies intempestives, vous avez en tête ce fameux

film de Art Linson, *Where the Buffalo Roam* (1980), écrit par Hunter Thompson (célèbre journaliste et écrivain américain, père du gonzo journalisme) et dont Bill Murray tient la vedette. Vous pensez à cette scène où l'acteur, chapeau de cuir sur la tête, peau d'ours sous les pieds et fume-cigarette au bec, invective son éditeur pendant qu'il s'enfile une rasade de vodka russe. Car à la vue de cet intérieur de commerce digne d'un roman d'Hunter Thompson (1937-2005), l'envie vous prend soudainement d'écrire à la manière gonzo, sans filet, drogues hallucinogènes en moins.

1980

Technicien en foresterie et géographe de formation, Monsieur Ladouceur a commencé le métier de chapelier alors qu'il faisait de l'inventaire forestier à Saint-Pamphile. Patenteux et travailleur fort manuel, il confectionne des pièces en cuir de toutes sortes. Rapidement, les gens du coin lui commandent une pléthore d'objets faits main en cuir de loutre, de phoque, de bœuf, de veau et tutti quanti. Quelques années passent, il ouvre sa première boutique sur la côte d'Abraham (1992). Il aura une vitrine sur Saint-Jean avant de s'établir angle Saint-Vallier et Montmagny en 2003.

Étonné par sa façon unique de travailler le cuir pour en faire des chapeaux, disons-le, fort jolis, vous lui demandez de vous en confectionner un aux couleurs et aux formes de votre choix. Il vous vante les mérites du cuir, surtout pour nos jours de pluie. En effet, les chapeaux - fort peu à la mode chez nos jeunes gens autistes qui lui préfèrent un casque d'écoute horrible, pour s'extraire d'un monde qui leur semble hostile? - quoique pratique à tout point de vue, ont cette particularité, outre de couvrir le chef, de faire glisser l'eau par-delà vos yeux. Un vrai luxe. Un luxe qui ne devrait pas servir qu'aux affranchis, aux mafieux ou aux dandys. De fait, en ces temps troubles d'austérité économique, de corruption, de copinage, de collusion et autres absurdités inhérentes au capitalisme galopant, il vous prend l'envie de renouveler votre garde-robe afin d'épouser le charme désuet du dandysme anglo-saxon. Une mode chère aux intellectuels et artistes du XIXe siècle, qui utilisaient ces habits pour exprimer leur

non-conformisme et, surtout, pour afficher leur distanciation esthétique; et ce, afin que des congénères apprécient, consciemment ou inconsciemment, cette séparation ostentatoire qui les distingue du conformisme plat et délétaire. Bref, dans cette boutique, là, à ce moment précis, vous vous sentez plus comme Oscar Wilde que comme Yoan Garneau, plus Byron dans le style que Marc Dupré dans la prose.

Tanneur, les Europe et manière byzantine d'apprécier le monde

Lorsque questionné sur la provenance des peaux, il nous parle d'un certain tanneur de Kamouraska, dernier de son espèce au Québec, selon notre hôte. Car notre homme ne chasse pas, trop occupé par moult commandes outre-Atlantique, américaines et canadiennes. Il habite à quatre mètres de votre maison depuis dix ans, vous le connaissez depuis huit minutes. Vous auriez voulu un chapeau de confection artisanale, que vous l'auriez glané chez un Asiatique du sud-est oriental qui les vend sur eBay. Vous posez la question à Monsieur Ladouceur. Pour lui, il n'y a aucun doute, sauf quelques artistes chapeliers comme Mireille Racine de Sainte-Foy, bien connue dans le domaine de l'art, il est assurément l'un des seuls au Canada à confectionner des chapeaux de cuir à la main. La clientèle d'outre-mer ne dérougit pas, on vient des quatre coins du globe pour s'arracher ses chapeaux. Pourtant, hier, j'aurais voulu un chapeau, j'aurais plutôt pensé à dégoter un film de Peter O'Toole pour en apprécier le souvenir...

Cela dit, bien que ce soit une profession attestée à Paris depuis 1323, comme l'indique le *Livre des métiers* d'Étienne Boileau, le métier de chapelier n'a jamais connu d'âge d'or. Car s'il s'agit d'un métier artisanal jusqu'au début du XXe siècle, l'ère industrielle emporte avec elle le génie de ces artisans pour faire du chapeau un objet de mode vestimentaire informel, rejeté de facto par les excentricités byzantines des dandys, qui lui préférèrent le bonnet d'été d'homme en coton, dernier refuge vestimentaire du non-conformisme et du rejet du capitalisme sauvage qui en découlent.

Cuir Indiana, 651, rue Saint-Vallier Ouest.



Monsieur Ladouceur dans sa boutique d'artisanat.

PHOTO MICHAËL LACHANCE

Saccades de Maude Poissant

Par Aurélie Plaisance

Le 11 février dernier, Maude Poissant lançait à la Korrigane un premier recueil de nouvelles brillamment conçu, *Saccades*. La résidente passionnée et curieuse du quartier Saint-Sauveur, chroniqueuse dans le journal web *monsaintsauveur.com*, s'avère une véritable artiste de la nouvelle. C'est un genre dont elle connaît bien les rouages: son style, clair et précis, est dépourvu de toute fioriture, une intrigue simple avance progressivement vers son dénouement fatal, enrobée d'un mystère et d'un suspense qui tiennent le lecteur captif jusqu'à la fin - impossible de ne pas se rendre au bout de la nouvelle en un seul souffle - puis, il y a la chute, immanquablement percutante, qui vient achever l'œuvre et assouvir le lecteur gourmand.

Onze nouvelles sont réunies dans *Saccades*, dont certaines se situent à Québec, alors que d'autres nous font voyager,

comme «Luc-sur-mer», qui se situe dans un village maritime français. Par ailleurs, si la plupart des textes sont écrits dans une langue littéraire simple, d'autres présentent un style d'écriture particulier, comme «Ménage à trois», qui est écrit dans le français parlé de la narratrice. Les textes explorent également des ambiances ou des univers différents - on est tantôt dans le pur quotidien trivial, tantôt dans le macabre ou le merveilleux. De plus, l'écrivaine se plaît à adopter différents points de vue: on peut y lire des nouvelles écrites à la première personne et à la troisième, mais aussi à la deuxième, comme c'est le cas dans «Fragments de désir amoureux».

Mais cette diversité des textes est contrebalancée par une unité forte, volontaire et affirmée. Dans «Le sacrifice», par exemple, nous faisons la connaissance d'un chef cuisinier dont le rêve de présenter un festin à ses convives se transforme en cauchemar aussi macabre que la pièce

montée qu'il finit par créer. Dans «Chez les loups», le plan d'évasion de deux enfants maltraités vivant dans une forêt reculée ne tourne pas comme prévu; ou encore, dans «Vertige», un homme qui rêvait depuis l'enfance d'embrasser la carrière religieuse est frustré dans ses élans par la drôle d'attitude du père Aurèle. D'autres nouvelles s'attachent à la description ci-haut présentée de manière plus libre. C'est le cas de «La Saline», qui propose l'histoire d'une tradition familiale séculaire, soit la transmission par héritage d'un parapluie neuf à la descendance, interrompue par la négligence d'un père alcoolique.

Pour finir, un extrait de la dernière nouvelle, intitulée «Sous la chair», dans laquelle la narratrice essaie de sauver un oiseau agonisant en lui recousant le ventre, illustre bien l'enjeu du recueil et consolide ainsi l'unité du livre. En effet, alors que la narratrice tente de fixer le soleil du regard, nous pouvons y lire une

sorte de métaphore de l'œuvre: «[...] le soleil paraissait blanc tellement il luisait, j'observais cette blancheur impeccable et quasi angélique, ça me faisait mal aux yeux, mais il me semblait que rien n'était aussi beau ni aussi vrai que cette pureté qui tombait sur le monde et ralentissait, l'espace de quelques secondes, les saccades de mes pensées, je savais que je ne pouvais rester longtemps ainsi, les yeux vers le soleil, déjà de petits points noirs obscurcissaient ma vision». Tout comme cette narratrice éblouie par le soleil, les personnages de *Saccades* sont aveuglés par leur rêve ou leur projet et finissent par voir «de petits points noirs» apparaître sur leur parcours. Leur espoir les aura trompés, et c'est d'ailleurs ce qu'exprime la phrase de Romain Gary qui figure en exergue de l'ensemble du recueil: «Il y a toujours cette vieille expression «on vit d'espoir», mais je commence à croire que c'est surtout l'espoir qui vit de nous».

S'indigner, oui, mais agir

Fidèle à ses idéaux, Serge Mongeau poursuit sa défense du bien commun dans ce nouvel opus qui peut être lu comme son «testament politique». Fustigeant toujours les inégalités sociales, l'absence de véritable démocratie et l'indifférence face à la crise écologique, ce militant pose une question toute simple: pourquoi ne pas commencer dès maintenant à vivre en adéquation avec les valeurs que nous défendons?

Serge Mongeau nous invite donc à nous indigner, certes, mais aussi à agir. Pourquoi ne pas tenter d'échapper à ce système si habile à nous séduire au point de nous amener à contribuer - même involontairement - à son renforcement? Face à l'urgence de la situation, tant sur le plan écologique que social et politique, il identifie huit propositions pour couper les amarres avec la société de consommation. Ainsi, le père de la simplicité volontaire au Québec affirme qu'il faut reprendre le contrôle de son alimentation, dire adieu à l'automobile et repenser notre civilisation sur un autre modèle que celui fondé sur les énergies fossiles.

En parallèle, Serge Mongeau s'interroge sur la centralité trop souvent accordée au travail dans nos vies, alors que nous pourrions assurer à tous les êtres humains les moyens de vivre convenablement, en répartissant mieux le travail pour qu'il y en ait pour tout le monde ou en se dotant de l'allocation universelle. Il dénonce aussi le piège du crédit, l'un des piliers du système capitaliste pour permettre une poursuite incessante de la consommation. De même, il critique la télévision: en diffusant une seule et unique vision du monde, axée sur la surconsommation, le petit écran amène la population à une soumission volontaire.

Selon Serge Mongeau, il faut sortir de cet individualisme auquel nous confine la société de consommation. Car ce n'est que grâce à la solidarité et à un réseau communautaire serré et imaginatif que nous pourrions survivre.



Serge Mongeau
S'indigner, oui, mais agir
Éditions Écosociété
Année: 2014
92 pages

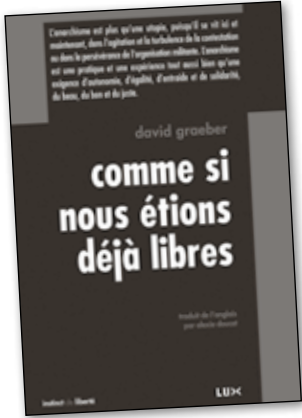
Comme si nous étions déjà libres

La servilité des élites politiques actuelles en font les laquais des plus riches et des plus puissants, de sorte que les mécanismes de nos systèmes dits démocratiques ne réussissent pas à résoudre ni même à endiguer les crises dans lesquelles nous enfonce le capitalisme. Comment, alors, adviendra le changement?

Dans cet essai, David Graeber guide le lecteur dans les rouages de la véritable démocratie pour déconstruire les idées reçues et réorienter de manière audacieuse notre compréhension de l'histoire politique. Chemin faisant, il cite des exemples qui pourraient servir de modèles pour une transformation du monde et qui ont d'ailleurs inspiré le mouvement des *Indignados* et *Occupy Wall Street*.

Devant la concentration de la richesse et du pouvoir dans tous les pays occidentaux, et plus particulièrement aux États-Unis, Graeber soutient que seule une conception radicale de la démocratie - basée sur des principes d'égalité, de participation citoyenne massive et de recherche du consensus - peut nous permettre de jeter les bases de la société juste et équitable que nous souhaitons. Il s'agirait, pour y arriver, de faire comme si nous étions déjà libres.

David Graeber est l'un des intellectuels les plus influents de sa génération dans le monde anglo-saxon. Anthropologue, militant anarchiste, auteur et conférencier, il est professeur d'anthropologie à la *London School of Economics*. Il est à l'origine, avec un groupe de militants new-yorkais, du mouvement *Occupy Wall Street* et l'auteur du bestseller international *La dette, 5 000 ans d'histoire*.



David Graeber
Comme si nous étions déjà libres
Lux éditeur
Année: 2014
278 pages

La poésie en effervescence

Par Marc Boutin

La scène poétique est passablement active à Québec. De façon régulière, on peut entendre en récital des poètes invités, ou soi-même participer à des scènes libres. Mentionnons, entre autres, pour ce mois de mai, le Tamtam café (Tremplin d'actualisation de poésie, chaque 2^e vendredi du mois), le bar L'AgitéE (Slam de poésie, lundi le 19 mai), la librairie Saint-Jean-Baptiste (Réparation de poésie, chaque 3^e vendredi du mois) et la librairie Pantoute (lancement pour les poètes Jacques Ouellet et Yves Laroche, le 9 mai à 17h30). J'oublie sans doute d'autres soirées tout aussi prestigieuses dans d'autres librairies, du côté de l'Université Laval et de la scène du Musée de l'Amérique française.

Mais le mois de mai nous apporte en plus une surprise de taille, un événement hors du commun que *Droit de parole* se fait un honneur de signaler. Neuf poètes et poétesses vont lancer au même moment huit recueils de poésie lors d'une rencontre le 18 mai à l'auditorium de la bibliothèque Paul-Aimé-Paiement de Charlesbourg.

Ce qui impressionne, c'est que les égos des poètes ont été mis de côté au profit du caractère collectif du lancement. Et on n'a pas affaire ici qu'à des débutants, la plupart des participants en sont à leur

deuxième, ou troisième ou énième publication. On retrouve d'ailleurs parmi eux et elles, plusieurs récipiendaires de prix de poésie. Je laisse au lecteur le soin de découvrir lesquels en vous donnant la liste des auteurs et des titres publiés:

- Claude Béland: *La moindre chose*
Michèle Chrétien: *Kalēidoscope*
Claude Antar Genest: *Au-dessus des toits*
Gisèle Labbé: *À côté du silence*
Suzanne Moffet: *Feuilles d'impermanence*
Danielle Noreau et Ginette A. Poirier: *D'écume et de sable*
Madeleine Pouliot: *La couleur de l'ombre*
Diane Prévost: *La main d'un ruisseau*

Voilà une initiative culturelle qu'il vaut la peine de soutenir et n'oublions pas que la poésie d'un peuple est l'élément de base de sa marche vers la liberté. Québec, ville comme pays, en ont bien besoin par les temps qui fuient.

Neuf regards croisés
Bibliothèque de Charlesbourg
Rencontres, lectures, dédicaces
7950 première Avenue
13h30, dimanche le 18 mai

Renauderie

Le restaurant du Sud-Est asiatique

Par Renaud Pilote

Ce qui est étonnant dans ce monde où des banques font parfois faillite et où des chaînes de fastfood sont contraintes de faire trancher leurs tomates outremer par souci économique, ce sont de voir tous ces restaurants du Sud-Est asiatique perdurer, que dis-je, prospérer parmi nous grâce à des formules qui, selon moi, n'ont pas leurs égales. Tandis que je me promène, par un beau mardi soir, sur cette artère commerciale semi-moribonde de la basse-ville, je suis ravi de constater que ces salles à manger typiques sont toujours pleines, que les éclats de rire y fusent et que les bouteilles-de-votre-vin s'y vident allègrement, le tout dans un décor pastel nous donnant l'impression de remonter paisiblement le fleuve Dollarama (parallèle au Mékong, il se jette cependant dans le golfe de Thaïlande, j'ai vérifié) par un bel après-midi précolonial. Cela est chaleureux comme un rouleau de printemps.

Je me dis surpris, mais je me doute bien de ce qui fait leur succès. Leur force est avant tout familiale. Des parcours de vie souvent tragiques leur ont appris l'importance d'une famille tissée serrée lorsque vient le temps de repartir à zéro. Personne ne leur a montré comment attacher leur tuque avec de la broche à leur arrivée, ils y sont parvenus seuls. Puis ils ont ouvert des restaurants, et le cari atterrit délicatement sur nos papilles ravies. On peut ainsi les voir s'affairer pendant le deuxième service du soir: le patriarche surveille la scène, serein, entre les cuisines et la caisse, tandis que les représentants de la deuxième génération nous accueillent et nous servent avec un français à la fois impeccable et plus québécois que celui de la Poutine. La mère est probablement en haut en train de gérer la comptabilité, ou partie au supermarché pour se procurer dix kilos de tapioca et une bonne centaine de laitues Iceberg en spécial. Voilà peut-être la clé de leur bonne fortune: l'achat en gros de produits en spécial, jumelé à un menu pratiquement immuable composé d'une myriade de plats entre 13.95\$ et 18.95\$ incluant Won-Ton et *paparmannes* à volonté, le tout enrobé d'un fade filet de musique pop en provenance du pays d'origine, question de chasser le naturel afin que les clients reviennent au galop. On voit ici que ce n'est pas juste les Américains qui l'ont, l'affaire.

Une part de mystère plane néanmoins sur cet archipel de restaurants. La bonne humeur du personnel semble en effet inaltérable et leur politesse exemplaire mélange respect, réserve et discrétion. Quel est donc le secret d'une telle aisance de caractère? Est-ce la joie d'avoir à célébrer des anniversaires chaque soir que le Bon Dieu amène? Est-ce la plénitude intérieure que procure le clapotis perpétuel de la chute d'eau installée près du comptoir-caisse? Nul ne le sait vraiment, le Général Tao l'ayant vraisemblablement emporté avec lui dans sa tombe. Chose certaine, on tient aujourd'hui tellement pour acquise leur présence bienveillante dans notre ville qu'on oublie facilement qu'ils nous ont fait sortir de la routine pizza-poutine et que, grâce à eux, nous avons d'autres options pour les soupers aux chandelles que les pâtes italiennes servies par des serveurs blasés. Je n'ai jamais osé leur demander ce que signifiaient les noms parfois imprononçables de leurs établissements, j'aurais trop peur qu'ils veuillent dire autre chose que «Là où il fait bon vivre», «La crevette joyeuse» ou «L'aigre-douce harmonie d'un soir d'été». Le mystère est un plat qui se mange chaud.



Un restaurant du Sud-Est Asiatique.

ILLUSTRATION MARC BOUTIN

Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur www.reseauforum.org

TOUS LES LUNDIS

Cinéma et engagements d'ici et d'ailleurs

Soirée de cinéma au café Babylone, à 19h30. Au 181, rue Saint-Vallier Ouest

DU 4 MAI AU 1^{ER} JUIN

Le drapeau des fous

Dans le cadre de la Manif d'art, Folie/Culture présente l'exposition Le drapeau des fous dans les vitrines de l'édifice Sherpa. 130, boul. Charest Est.

10 MAI

Remise à l'échelle de la résistance

Atelier sur de grandes et petites idées pour le changement au quotidien dans le cadre de la Manif d'art à l'Espace 400^e, 100, Quai Saint-André.

12 MAI

Projection-discussion : La fin du temps

Exploration de diverses cultures révélant une très

grande diversité dans les modes de pensée à l'origine d'une richesse philosophique. Bibliothèque Gabrielle-Roy, 3^e étage. À 18h30. Gratuit. Autres projections : 13 mai à 14h, 14 mai à 18h30 et le 15 mai à 14h. Une invitation des AmiEs de la Terre.

14 MAI

Pour la gratuité du transport en commun

Atelier-débat. Le collectif Subvercité fait actuellement campagne pour la gratuité du transport en commun. Dans une perspective de justice sociale, de réappropriation de la ville et de la réduction de la pollution. À 19h à la Page Noire 251, Dorchester, 1^{er} étage.

16 MAI, 17 MAI

Nous : le labo

Dans le cadre de la Manif d'art, soirée de poésie virulente avec Catherine Dorion, Navet

ConfIT, Gaël Lane-Lépine, Samuel Matteau. Au Cercle, 228, rue St-Joseph Est.

17 MAI

Où nous conduisent la mondialisation et le néolibéralisme ?

Quelle devrait être la réaction du monde de l'art face à l'ordre capitaliste actuel et à sa forme de violence économique ? Conférence dans le cadre de la Manif d'art avec Guillaume Poirier de l'IRIS, Christian Nadeau, professeur à l'Université de Montréal, Jacques Létourneau de la CSN. Entre 14h et 17h, à l'Espace 400^e, 100, Quai Saint-André. Gratuit.

18 MAI

Neuf poètes lancent leurs recueils

Rencontres, lectures, dédicaces. Bibliothèque de Charlesbourg, 7950, 1^e Avenue, à 13h30 à 16h.

18 MAI

Atelier sur la désobéissance civile

Dans le cadre de la Manif d'art avec Philippe Duhamel et Marie-Ève Leduc. À L'AgitéE, 251, rue Dorchester de 9h à 17h. 10\$.

18 MAI

Lancement de Une aventure de théâtre populaire

Rose du Nord lance leur publication. Projection d'une vidéo de leur pièce : *Ils sont fous ces gouvernements*. Au bar coop L'AgitéE, 251 rue Dorchester à 19h.

28 MAI

Votre opinion sur Saint-Sauveur est importante !

Dernière de trois rencontres citoyennes printanières pour les résidents. Organisé par l'ATI (approche territoriale intégrée) Saint-Sauveur pour améliorer la qualité de vie du quartier. De 18h30 à

21h30. Inscription à l'avance au 418 525-5526, poste 2116.

30 MAI

Soirée d'information sur la fugue (pour les parents)

Qu'est-ce qu'une fugue ? Qu'est-ce qui pousse un jeune à fuguer ? Comment faire pour prévenir la fugue ? Quoi faire lorsque son adolescent(e) est en fugue ? Les choses à éviter, le retour de fugue. Une présentation des services du SQUAT Basse-Ville, à 18h, au 97, rue Notre-Dame-des-Ange.

31 MAI

Saint-Sauveur en fleurs

Entre 9h et 17h au parc Durocher, rue Saint-Vallier. Ventes de fleurs et de fines herbes au profit du Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur. Micro ouvert entre 14h15 et 15h30, musique, casse-croûte, etc. Bénévoles demandés

pour la veille et le jour de la fête : 418 529-6158.

7 JUIN

Grand bazar des ruelles

Dès 8h, les ruelles du Vieux-Limoilou s'animeront avec la participation des citoyens au *Grand Bazar des ruelles*; activité rassembleuse et novatrice qui réunit tous les citoyens du quartier autour de la Fête nationale des voisins ! Depuis 2008, le *Grand Bazar des ruelles* souligne la richesse collective du quartier et présente des retombées durables par les liens qu'il favorise entre les divers acteurs du milieu, dont les citoyens !

10 JUIN

École dans la rue du Répac

Ateliers et discussions sur le thème de la mémoire. La mémoire courte, comme lorsqu'on ré-élit le parti Libéral, mais surtout la mémoire de nos luttes ! À la place du Parvis de l'église Saint-Roch, à 13h.

ENSEMBLE
POUR QU'ON S'OCCUPE DU LOGEMENT SOCIAL ET DE L'ITINÉRANCE

MANIFESTATION
ÇA PREND DE L'ARGENT DANS LE BUDGET!

PHILIPPE COUILLARD
PREMIER MINISTRE

QUÉBEC
16 mai 2014, 11 h 30

RASSEMBLEMENT
au coin Cours du Général-de-Montcalm et Wilfrid-Laurier
(à côté de l'hôtel Loews Le Concorde)

FRAPRU
Réseau SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec

M4N1F CONTR3

MONSANTO

24 MAI

PARTOUT AU MONDE

Départ de la Place d'Youville à 14h00
Informations: agriculture@atquebec.org
ou 418-524-2744

AmiEs de la Terre de Québec